

Tribune de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Gordon Brown, Premier ministre du Royaume-Uni, dans "International Herald Tribune" du 1er décembre 2007, sur la position de la France et de la Grande-Bretagne face à la situation politique en Birmanie, intitulée "N'oublions pas la Birmanie !".

Il y a tout juste deux mois, le monde a été choqué et indigné par la violente répression des manifestations pacifiques qui s'étaient déroulées en Birmanie. Si les images ont disparu de nos écrans, nous ne pouvons ni ne voulons oublier la douloureuse situation du peuple birman.

Un pays riche de ressources naturelles susceptibles d'en faire un moteur économique est pourtant l'homme malade de l'Asie du Sud-Est : alors que les autres pays de la région progressent vers l'ère numérique, la Birmanie court le risque de revenir au Moyen-Âge. Coupée du monde extérieur, privée d'accès non seulement à la démocratie et au respect des droits de l'homme, mais aussi à une éducation suffisante et aux droits économiques fondamentaux, sa société est en plein désarroi. Les manifestations et protestations massives de ces derniers mois ont montré que le régime a poussé le peuple birman au-delà du point de rupture.

La semaine dernière, des dirigeants appartenant à une nouvelle génération se sont réunis à Singapour pour marquer une étape importante : les quarante ans de l'ASEAN. Ils ont matière à célébrer : l'ASEAN représente aujourd'hui une région fière et prospère, située au coeur de l'économie mondiale, dont la voix est entendue et respectée dans le monde entier. Les dirigeants de l'ASEAN ont dû relever le double défi de signer une Charte qui les engage à respecter la démocratie et les droits de l'homme, tout en faisant face à la crise que connaît actuellement la Birmanie. Un message clair a été envoyé au Gouvernement birman : il est impossible de faire marche arrière. Nous sommes d'accord avec cela.

Il apparaît clairement aujourd'hui que le pays est emporté dans une spirale de pauvreté et de révolte. Comme l'Union Européenne, l'ASEAN a toujours compris que la croissance économique et l'ouverture des marchés ne pouvaient être des objectifs poursuivis isolément : une économie saine doit être fondée sur une politique saine. Or la politique birmane est malsaine, et doit aujourd'hui être transformée de manière urgente, pour le plus grand bien de toute la région.

Nous saluons la déclaration positive appelant à la conciliation qu'a effectuée Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix et figure emblématique de l'opposition birmane, le 9 novembre. Elle a exprimé le désir d'engager bientôt avec le régime un dialogue constructif, avec des échéances précises. Elle a également souligné la nécessité de renforcer le rôle des Nations Unies en Birmanie et de faire participer d'autres forces politiques, notamment les minorités ethniques de Birmanie. Cette démarche est prometteuse.

Il est temps que le régime lance un dialogue réel. A cet égard, il doit lever les restrictions appliquées aux contacts d'Aung San Suu Kyi, accorder une liberté d'action totale à l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Ibrahim Gambari, et suivre les recommandations du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, Paul

Sergio Pinheiro. Il doit également entamer un vrai dialogue avec Aung San Suu Kyi, ainsi qu'avec les autres forces d'opposition et chefs de file des minorités ethniques.

L'objectif doit être de parvenir à une réconciliation et à une transition politique réelles. Il est évident que ce processus ne sera ni rapide, ni simple. La Birmanie est un pays complexe où se mêlent les questions d'ethnies, de religion et de culture. Le processus devra être large et global, et tenir soigneusement compte de la nécessité de bâtir une stabilité durable incluant ses principaux groupes politiques et ethniques. Les pays voisins sont bien placés pour appuyer et encourager ce processus. Et même si la dictature militaire doit prendre fin, les militaires eux-mêmes doivent continuer à jouer un rôle important dans le gouvernement futur, comme l'a reconnu Aung San Suu Kyi elle-même.

Face à la détérioration de la situation humanitaire en Birmanie, la communauté internationale, et en particulier l'UE, a déjà proposé son aide pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. L'UE a également décidé de renforcer les sanctions existantes à l'encontre de la Birmanie, afin d'envoyer un message politique fort et a, par conséquent, mis au point une nouvelle série de sanctions ciblées contre le régime militaire. L'UE a aussi indiqué clairement qu'elle était prête à revoir, modifier ou renforcer les mesures restrictives existantes à la lumière des évolutions sur le terrain et des résultats de la mission de bons offices de M. Ibrahim Gambari. Nous pensons que la meilleure façon d'encourager un changement positif est d'adopter la méthode de la « carotte et du bâton » : combiner des mesures restrictives et ciblées d'une part et l'allègement de ces mesures, ainsi que la perspective d'une initiative économique globale de l'autre. Toutefois, cette décision ne sera possible que si un signal clair indique qu'une véritable transformation est en cours, vers un nouveau gouvernement démocratique de la Birmanie.

L'enjeu pour le peuple birman, qui souffre depuis de longues années, et pour les pays voisins qui subissent depuis trop longtemps les problèmes liés aux réfugiés, au trafic de drogue et à l'instabilité débordant des frontières birmanes, est d'une importance capitale: une Birmanie prospère et stable réalisant son potentiel économique et contribuant au dynamisme économique de la région.

Mais pour y parvenir, un engagement soutenu et une réelle mobilisation de la communauté internationale sont nécessaires. Nous continuerons à soutenir le peuple birman qui se prépare à commémorer 60 ans d'indépendance. Nous espérons que 2008 apportera enfin paix et réconciliation à la Birmanie.